

Inoul

LA VERITE SUR LES ACCUSATIONS DES MINISTRES NYANGOMA ET
NGENDAHAYO A PROPOS DE LA PRETENDUE PARTICIPATION DE LA DIRECTION
DE L'UPRONA AU PUTSCH DU 21 OCTOBRE 1993

1. POSITION DU PROBLEME

Le samedi 23 octobre 1993, sur radio RWANDA, les ministres NYANGOMA et NGENDAHAYO ont rendu publique la liste des personnes qui, selon eux, étaient à l'origine de la tragédie qui venait d'emporter le Chef de l'Etat et d'autres hautes autorités de la République. Sur cette liste figuraient parmi les civils, trois membres de la direction du premier parti d'opposition l'UPRONA, soit Messieurs KADEGE, BARARUNYERETSE et MUKASI. Le lendemain, un journaliste de Radio RWANDA incluait Messieurs Nicolas MAYUGI et Jean-Baptiste MANWANGARI, respectivement Président et Représentant Légal Suppléant de l'UPRONA.

Dans le contexte surchauffé qui prévalait alors, la citation nominative de ces personnalités les exposait à la vindicte populaire et soumettait des milliers de militants de l'UPRONA à travers tout le pays, au même sort. Le résultat a été que nombre de militants et de responsables de l'UPRONA ont été liquidés pour "venger" la mort du Président de la République. Le cas de la famille et de la belle-famille de Monsieur NGEZE est exemplatif. Tous les membres de ces familles ont été massacrés, leurs maisons détruites, leurs biens pillés et leur bétail abattu ou volé.

2. LA VERITE DES FAITS

-- Le 21 octobre, comme tous les habitants de la capitale, angoissés comme eux, nous attendions de savoir ce qui s'était produit depuis deux heures du matin, lorsque les armes ont commencé à tonner.

- Vers 13 heures, des militaires en armes et tenue de combat sont venus nous ramasser un à un à nos domiciles pour nous conduire à l'Etat-Major Général des Forces Armées. Seule explication: "le Chef d'Etat Major Général vous appelle".

- Arrivés à l'Etat Major, nous découvrons Monsieur NGEZE en pyjama, les cheveux ébouriffés, les traits tirés, la voix rauque, à peine audible, presque tombant de sommeil. Avec lui quelques officiers dont le Chef d'Etat Major Général de l'Armée, lui-même extrêmement fatigué.

- Les personnes que nous trouvons là nous exposent la situation: la troupe s'est soulevée la nuit, a attaqué le Palais présidentiel; elle a refusé le commandement et rejeté le corps des officiers. La troupe a arraché NGEZE de son sommeil, l'a conduit de nuit sous la menace des armes, prétendant que le Chef d'Etat Major le fait appeler. Monsieur NGEZE est emmené dans un camp et enfermé. Il demande à voir le Chef d'Etat-Major pour savoir pourquoi il est mis dans ces conditions. Plus tard la troupe revient avec le chef d'Etat Major Général et l'enferme avec NGEZE. Elle exige que les deux prennent en main les affaires du pays et menace de les éliminer en cas de refus.

Monsieur NGEZE et le colonel BIKOMAGU déclinent l'offre et entreprennent de calmer la troupe et de la convaincre des dangers de l'aventure: "remise en cause du choix du peuple, guerre civile, réprobation de la communauté internationale...". La troupe ne veut rien entendre, menace de les liquider, de s'en prendre aux officiers et de porter le désordre partout.

Pour gagner du temps, ils posent des préalables: ne pas verser le sang, accepter le commandement pour préserver la sécurité et rentrer dans les camps. La troupe accepte mais exige que NGEZE soit Président de la République.

- Après cet exposé, nous avons tenu à connaître le sort du Chef de l'Etat. Nos interlocuteurs nous disent que la réaction de la troupe donnait à croire que le Président n'était plus.

Dans les échanges qui ont suivi, il s'est dégagé ce qui suit: d'abord consulter et associer dans les meilleurs délais toutes les forces politiques, civiles et morales à la gestion de cette grave crise, envisager des mesures propres à préserver la sécurité des populations contre les désordres d'une guerre civile prévisible, convoquer et associer les Ambassadeurs des pays amis à la recherche de solutions pour faire face à la situation, reprendre les émissions à la radio en vue de faire passer des messages pour diminuer les tensions perceptibles, ne pas citer Monsieur NGEZE dans cette affaire, surtout pas dans les médias.

Les officiers présents ont fait remarquer que la troupe risquait de se croire trompée et de semer encore une fois le désordre et la désolation dans la ville si elle n'entendait pas le nom de NGEZE.

Celui-ci s'est finalement résigné après protestations et hésitations dans le but de sauver ce qu'il y avait encore à sauver et éviter d'autres désordres que pouvait causer la troupe.

- Nous avons convenu qu'il fallait d'urgence chercher les représentants des partis politiques, des ligues, des églises, les ambassadeurs.

C'est dans ce contexte que le Président de l'UPRONA est arrivé à l'Etat-Major ensemble avec les Présidents des autres partis.

Il avait été recommandé de tout faire pour s'assurer de la présence des représentants du FRODEBU et des partis de la mouvance présidentielle. Il a même été précisé de chercher le Vice-Premier Ministre NTAHOBAMA qui, disait-on, avait été relâché pour rentrer chez lui.

- En plus de ce qui vient d'être dit, notre rôle aura été, en définitive, de rédiger des messages appelant à la sauvegarde de la sécurité, des communiqués invitant en réunions de concertation l'Assemblée Nationale, les Evêques et les Chefs des confessions religieuses ainsi que des déclarations appelant au rétablissement de l'ordre constitutionnel.

- Dans la suite le Bureau Exécutif de l'UPRONA dans sa réunion de vendredi 22 octobre 1993 a pris position contre le putsch, condamné celui-ci et invité au retour à la légalité constitutionnelle. Avec les autres partis politiques et les représentants de la société civile, nous avons multiplié les contacts et avons rendu publique une déclaration condamnant le putsch, appelant au calme et au retour à la légalité.

Au regard de ce que nous avons fait à l'Etat Major et ailleurs, il est injuste et mensonger de nous imputer une quelconque participation dans le putsch à quelque degré que ce soit. En hommes responsables, nous avons donné le meilleur de nous-même pour contribuer au retour à la paix et à la légalité constitutionnelle.

N'ayant pas été les seuls à avoir été à l'Etat-Major, il apparaît que notre désignation relève d'une manoeuvre tragiquement politicienne: profiter de la crise pour décapiter l'opposition et en particulier l'UPRONA.

Cette même logique a présidé aux massacres de responsables et militants de l'UPRONA dans les communes du pays.

- Il est choquant que cette vérité sur les faits ait été jusqu'ici volontairement occultée à la faveur de condamnations dictées par la passion et sans aucun souci de justice ni de recherche de la vérité.

Au delà du drame que connaît le BURUNDI, les déclarations des ministres NYANGOMA et NGENDAHAYO sont inacceptables et auront des conséquences incalculables sur l'avenir politique du Burundi au regard des effets meurtriers qu'elles ont eus dans le pays.


C'est pourquoi nous demandons une fois de plus au gouvernement:

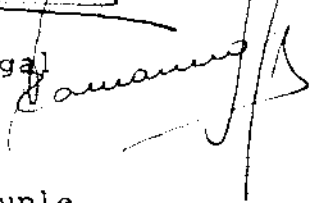
- qu'il retire publiquement les graves et injustes accusations que deux de ses membres ont lancées contre nous

- qu'il nous donne l'occasion d'exercer notre droit de réponse et de répondre à ces accusations sur les antennes de la radio-télévision

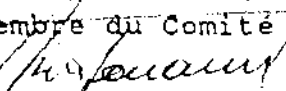
- qu'il assure notre sécurité

- qu'il accepte qu'une commission internationale d'enquête indépendante et impartiale fasse rapidement la lumière nécessaire sur les responsabilités dans les tragédies qui frappent notre pays.

MAYUGI Nicolas, Président et Représentant Légal
du Parti UPRONA, 
Représentant du peuple

MANWANGARI Jean-Baptiste, Représentant Légal
suppléant du parti UPRONA, 
Représentant du peuple

KADEGE Alphonse-Marie, Représentant du peuple

BARARUNYERETSE Libère, Membre du Comité Exécutif de
l'UPRONA, 

MUKASI Charles, Membre du Comité Exécutif de
l'UPRONA, 